

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER, dir., *R.C.M.P. Security Bulletins. The Depression Years, V: 1938-1939* (St. John's, Canadian Committee on Labour History, 1997), 508 p.

Jacques Rouillard

Volume 52, Number 1, Summer 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005587ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005587ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Rouillard, J. (1998). Review of [KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER, dir., *R.C.M.P. Security Bulletins. The Depression Years, V: 1938-1939* (St. John's, Canadian Committee on Labour History, 1997), 508 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52(1), 87–89. <https://doi.org/10.7202/005587ar>

COMPTES RENDUS

KEALEY, Gregory S. et Reg WHITAKER, dir., *R.C.M.P. Security Bulletins. The Depression Years, V: 1938-1939* (St. John's, Canadian Committee on Labour History, 1997), 508 p.

Ce volume comprend textuellement les rapports des membres de la Gendarmerie royale du Canada chargés de rendre compte des activités des organisations dites subversives. Les rapports ne sont pas complets car certaines phrases ou des noms sont parfois biffés par le censeur. Les directeurs du volume ne connaissent pas les règles qui ont présidé à ces suppressions, si ce n'est, dans le cas des noms de personnes, qu'elles peuvent concerner des individus encore vivants (*R.C.M.P. Security Bulletins, The War Series, 1939-1941*, 18-19). Mais ce jeu de ciseau n'empêche pas ces documents d'être une source très utile d'informations. Huitième volume d'une collection qui est vouée à rendre publics ces renseignements «top secrets», ce dernier-né de la série porte sur les années 1938 et 1939, tout juste avant la guerre, moment de forte agitation sociale. La source est profitable pour qui s'intéresse aux groupes communistes et fascistes dont les agents suivent les activités de très près.

En ce qui touche les actions du Parti communiste au Québec, on y apprend que la «loi du cadenas» et les descentes de police qu'elle permettait ont sérieusement affecté l'organisation du parti dans la province. Il ne pouvait pratiquement plus tenir d'assemblées publiques sans intervention policière. Dans le reste du Canada, la loi a eu aussi un impact significatif en ce sens qu'elle est fréquemment dénoncée comme une atteinte aux libertés civiles et le signe de la menace «fasciste» que fait peser le gouvernement Duplessis sur le Canada.

Aux yeux de la GRC, le péril fasciste ne vient pas évidemment du côté de l'Union nationale mais du Parti national social chrétien d'Adrien Arcand, qui est au faite de sa popularité en 1938. Les agents ont infiltré le parti de sorte que leurs comptes rendus s'avèrent particulièrement précieux pour mesurer sa pénétration au Québec et au Canada. On se rappellera que ce sujet a récemment fait l'objet d'un débat public à l'occasion de la démission de Jean-Louis Roux comme lieutenant-gouverneur. Ces renseignements sont d'autant plus utiles qu'ils n'ont pas retenu l'attention de l'historien Martin Robin qui a publié l'étude la plus fouillée sur le fascisme au Canada: *Shades of Right. Nativist and Fascist Politics in Canada 1920-1940* (University of Toronto Press, 1992).

Dans les pages d'introduction au volume que nous évaluons, John Manley, à qui on a demandé de présenter les rapports des agents de la GRC, en propose une analyse et une interprétation. Sur le parti d'Adrien Arcand, il évalue à 6000 le

[1]

nombre de ses adhérents, dont 5000 au Québec, province où il jouirait d'un «significatif popular support», notamment à Montréal. On est en droit de se demander où l'auteur a pu trouver ces données. Ce n'est certainement pas à partir des rapports des agents, qui présentent une image moins reluisante de la situation du parti au Québec. La ville de Montréal est, selon les agents de la GRC, le principal centre des activités fascistes au Canada et les francophones représentent une large part de ses adhérents. Or, les assemblées publiques tenues assez régulièrement, à toutes les semaines ou deux semaines, accueillent habituellement entre 50 et 300 personnes, et à trois occasions, 1800, 2000 et 2800 personnes. Évidemment, il y a beaucoup de curieux et de badauds parmi ces gens; on ne saurait donc se baser sur ces données pour évaluer la pénétration du groupe. Sur les tribunes, on retrouve parfois des militants avec l'uniforme, en chemise bleue; leur nombre dans les trois grandes assemblées notées ci-haut est évalué à 140, 200 et 237. À l'extérieur de Montréal, le mouvement est le plus actif à Saint-Hyacinthe, Sorel et Valleyfield, mais il ne semble pas avoir réussi à s'implanter solidement dans la ville de Québec où les efforts d'organisation à partir de mai 1939 donnent peu de fruits. Dans tous ces rassemblements, les orateurs, notamment Arcand, donnent dans l'anticommunisme et l'antisémitisme tout en mettant en relief les faiblesses du système démocratique.

Dans leurs rapports, il arrive parfois que les agents essaient d'évaluer les effectifs du groupe au Québec. En 1937, ils seraient approximativement une centaine, nombre qui serait passé à environ 500 au début de 1938. Lors d'une réunion en mai 1938, les officiers et les fonctionnaires du parti étaient au nombre de 350 à Montréal, dont 90% portaient l'uniforme. La même année, les agents rapportent que le membership est passé de 80 à 40 à Saint-Hyacinthe. Une évaluation provenant cette fois d'un dirigeant expulsé du parti, J.-E. Lessard, fait état, en mai 1938, d'environ 1600 membres cotisants dont 1400 seraient légionnaires. Mais à partir du printemps 1939, les activités du parti deviennent plus éparées. Les autorités de la Ville de Montréal interdisent ses rassemblements dans les écoles et les marchés publics et, à l'été, ses manifestations diminuent considérablement, le mouvement étant identifié à l'Allemagne nazie et à la menace qu'elle fait peser en Europe. À la fin août, lorsque la guerre est imminente, le chef de police de la Ville de Montréal interdit ses rassemblements et Arcand avise toutes ses sections de suspendre leurs activités.

Au Canada anglais, la tendance fasciste est aussi présente à travers des groupes comme le Canadian Union of Fascists et le Canadian Nationalist Party. En juillet 1938, ils s'unissent au Parti national social chrétien du Québec pour former le Parti de l'unité nationale du Canada lors d'un congrès à Toronto et Kingston. Adrien Arcand en devient le chef national et Joseph C. Farr de Toronto, organisateur national. Les villes les plus sensibles à la propagande fasciste sont Toronto et Winnipeg. Mais même là, les assemblées publiques sont moins fréquentes et moins courues qu'à Montréal. À part le congrès de fondation du Parti de l'unité nationale à Toronto qui réunit 1200 personnes, les deux autres rassemblements les plus importants en 1938 comptent respectivement 320 et 450 per-

sonnes. Les agents évaluent les membres du Canadian Nationalist Party à pas plus de 50 à Winnipeg, à 500 pour Toronto et 2500 pour l'Ontario selon une source proche de ce parti. Dans les deux derniers cas, l'évaluation apparaît excessive compte tenu de l'assistance aux assemblées et de l'absence d'organe de presse de ce parti publié en anglais.

Toujours selon les agents de la GRC, les groupes fascistes au Canada anglais apparaissent très faibles et presque marginaux quand ils sont comparés aux groupes communistes dont les rassemblements à Toronto attirent des foules considérables. Leur évaluation pour le Québec est plus positive au début de 1938: le Parti national social chrétien «possesses potentialities of comparatively rapid growth» (p. 72). Il parvient en effet à obtenir un appui plus marqué que le parti communiste chez les francophones. Mais il ne faudrait pas en exagérer l'emprise. Même au sommet de son influence à la veille de la Guerre, il est vraisemblable que le Parti de l'unité nationale ne compte pas plus de 1000 à 1500 membres au Québec, confinés largement à Montréal. À la veille de la Guerre, le Québec n'est pas plus proche de sombrer dans le fascisme que l'Ontario dans le communisme.

*Département d'histoire
Université de Montréal*

JACQUES ROUILLARD